Hong Kong : les options de Pékin pour régler la crise

mardi 3 septembre 2019, par AFP (Date de rédaction antérieure : 3 septembre 2019).

Sommaire

- 1/ Jouer la montre
- 2/ Tendre la main
- 3/ Accentuer la pression
- 4/ Envoyer l'armée

Voilà bientôt trois mois que des manifestations monstres et des affrontements violents secouent la ville chinoise semi-autonome de Hong Kong (sud).
Des militants radicaux armés de cocktails Molotov, de barres de fer et de briques multiplient les confrontations musclées avec la police, qui a fait usage de canons à eau, de gaz lacrymogènes et de balles en caoutchouc.

Comment ramener le calme ? La question est un casse-tête pour Pékin, qui n'a en théorie pas le droit d'intervenir directement dans l'ex-colonie britannique.
Mardi 3 après-midi, le gouvernement central a encore appelé à « rétablir l'ordre », tout en prévenant qu'il ne restera pas « les bras croisés » si la situation dégénère.

Voici les stratégies possibles pour Pékin.

1/ Jouer la montre

C'est le scénario semble-t-il le plus probable.

Le gouvernement central joue la stabilité, en affichant son soutien à la police de Hong Kong et à la cheffe de l'exécutif local, Carrie Lam.

Le Parti communiste (PCC), au pouvoir en Chine continentale, célébrera le 1er octobre, en grande pompe, le 70e anniversaire de la République populaire. Hong Kong a-t-il la pression pour régler la crise avant cette grande célébration ?

Dans un enregistrement audio obtenu par l'agence de presse Reuters, on entend en tout cas Carrie Lam affirmer à un groupe d'hommes d'affaires que Pékin n'a pas imposé de « date butoir ».

« Ils ont la volonté de jouer la montre, donc il n'y a pas de solution sur le court terme », a-t-elle déclaré lors de cette rencontre organisée la semaine dernière.

Pékin avait déjà joué le pourrissement fin 2014 lors du « Mouvement des parapluies », lors duquel des manifestants avaient paralysé de nombreuses semaines un quartier d'affaires pour exiger le suffrage universel total pour l'élection du chef de l'exécutif.
Résultat : les protestataires n'avaient obtenu aucune concession.

Les manifestations actuelles s'estomperont-elles avec les rentrées scolaire et universitaire de cette semaine à Hong Kong ? Pékin l'espère, même si des appels à la grève des cours ont été lancés.

2/ Tendre la main

Le gouvernement central pourrait encourager les autorités de Hong Kong à **trouver une forme de compromis avec les manifestants.**

Un porte-parole du gouvernement central a souligné mardi 3 la nécessité de s'attaquer aux problèmes de la société hongkongaise (écarts de revenus, prix de l'immobilier), qui ont nourri la contestation. Un ton plutôt conciliant.

Pékin pourrait également pousser Carrie Lam à démissionner - l'une des cinq exigences des protestataires. Mais cette option apparaît moins probable depuis la publication de l'enregistrement audio.

Mme Lam y affirme qu'elle démissionnerait si elle avait le choix : une déclaration semblant indiquer que Pékin s'y refuse pour l'instant.

3/ Accentuer la pression

Le gouvernement central pourrait accentuer ses techniques d'intimidation.

Des hommes suspectés d'être pro-Pékin et d'appartenir aux **triades**, des gangs violents, ont agressé en juillet des manifestants hongkongais en toute impunité.

Et surtout, **Pékin exerce une pression maximale sur les entreprises soupçonnées de soutenir les manifestations.**

La compagnie aérienne **Cathay Pacific**, fleuron industriel de Hong Kong, a par exemple été contrainte d'avertir ses employés qu'elle ne tolérerait de leur part aucune prise de position publique soutenant le mouvement.

4/ Envoyer l'armée

C'est l'option la plus risquée pour Pékin.

Depuis le retour de Hong Kong à la Chine en 1997, l'armée chinoise est stationnée dans le territoire, mais y est très discrète.

La loi fondamentale (la mini-Constitution) de l'ex-colonie britannique autorise ces troupes à être déployées pour « maintenir l'ordre public » - mais **uniquement si le gouvernement hongkongais en fait la demande**.

L'agence de presse officielle Chine nouvelle a prévenu dimanche 1er que la « fin est proche » pour les individus tentant de « perturber » le territoire semi-autonome.

Mais **déployer l'armée serait catastrophique en termes d'image pour la Chine, et porterait un coup très rude au statut de centre financier mondial de Hong Kong.**

Dans l’enregistrement obtenu par Reuters, Carrie Lam est d’ailleurs catégorique : Pékin **« n’a absolument aucune intention »** d’envoyer l’armée.

AFP

P.-S.

https://www.liberation.fr/depeches/2019/09/03/hong-kong-les-options-de-pekin-pour-regler-la-crise_1749032